



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bruno PATERNOT, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI

Cycles de l'eau - Protection rapprochée du quartier du port de Pérols contre les inondations de l'étang de l'Or - Autorisation environnementale du projet d'aménagement - Enquêtes préalables aux autorisations environnementale et de travaux en site classé, à la concession du domaine public maritime et autres procédures administratives - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° 15067 du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention cadre entre l'État, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or portant sur la définition d'un projet de Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'étang de l'Or. Ce PAPI, labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signé par les représentants de l'État, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et du Syndicat Mixte du bassin de l'Or 19 décembre 2018, s'étend sur la période 2019 à 2024.

Dans le cadre de sa compétence GEMAPI, Montpellier Méditerranée Métropole porte l'action 7.7 du PAPI, pour la protection rapprochée de Pérols contre les inondations de l'Étang de l'Or. Ce projet prévoit la réalisation d'une digue de protection rapprochée à Pérols, au quartier du port, dit « *Quartier des cabanes de Pérols* ». Ce quartier, dans lequel environ une centaine d'habitations est implantée, est inondable par une remontée du niveau de l'étang et/ou la submersion marine. L'ouvrage de protection rapprochée prévu lors des études de faisabilité de l'action 7.7, est constitué par un rideau de palplanches dépassant d'environ 70 cm par rapport au sol sur environ 800m de long. Il sera situé en haut de la berge, entre les habitations du quartier à protéger et l'étang de l'Or.

Après avoir sollicité les aides financières prévues par la convention PAPI, Montpellier Méditerranée Métropole a commandé une mission de maîtrise d'œuvre complète à un bureau d'études agréé « *digues et barrages* » pour la conception et le suivi des travaux de protection contre les inondations et des dispositifs associés.

L'ensemble de des travaux est estimé à 2 200 000 € HT. Ils consistent en :

- L'implantation d'un rideau de palplanches tout autour du quartier des Cabanes, soit sur une longueur de 930 m ;
- Le raccordement de l'ouvrage de protection sur ses deux extrémités au remblai de la RD 62 ;
- La réalisation des ouvrages de transparence hydrauliques de la digue ;
- Les travaux d'intégration paysagers de l'ouvrage et de renaturation de la plage en bordure de l'étang.

Les dossiers d'enquêtes publiques préalables aux autorisations administratives ont été élaborés sur la base des études de conception. Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'environnement et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. On distingue :

- Le dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- Le dossier de déclaration d'intérêt général ;
- Le dossier d'utilité publique.

La future digue de Pérols relève de la rubrique « *système d'endiguement contre les inondations et submersions* » de la nomenclature loi sur l'eau qui est soumise à autorisation en application des articles L.214-3 et R.214-1 du Code de l'environnement. Le système d'endiguement sera classé C au titre du Code de l'environnement et des textes en vigueur relatifs aux ouvrages hydrauliques de protection contre les inondations.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est régi par les articles R 181-13 et R 181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment des pièces spécifiques aux systèmes d'endiguement, à savoir :

- L'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R.214-116 ;
- La délimitation de la zone protégée par le système d'endiguement et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière ;
- L'évaluation environnementale de l'aménagement établie en application des articles R.122-2 et R.122-3 ;
- Le document de l'organisation du gestionnaire pour garantir le niveau de protection des ouvrages en toutes circonstances et en période de crue et submersion.

De plus, la localisation du projet se situe sur le domaine public maritime et dans le périmètre du site classé « *Étangs de Mauguio* ». De ce fait, la réalisation du projet d'aménagement nécessite également de demander :

- La concession du domaine public maritime (L.2124-3 du Code général de la propriété des personnes publiques) ;
- L'autorisation spéciale de travaux en site classé (article L.341-10 du Code l'environnement).

La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L.181-1 à L.181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et en une seule autorisation, diverses dispositions du Code de l'environnement.

La demande de concession d'utilisation du domaine public maritime sera également soumise à enquête publique qui sera menée conjointement avec celle de l'autorisation environnementale.

Réalisée par un bureau d'études agréé par l'Etat, l'étude de dangers justifie notamment le niveau de protection du système d'endiguement, la délimitation de la zone protégée par la digue qui le constitue et le niveau de sûreté de l'ouvrage.

Par définition, le niveau de protection est la hauteur d'eau ou le débit de crue au-delà desquels la responsabilité du gestionnaire n'est plus engagée. En contrepartie, le gestionnaire de l'ouvrage hydraulique a des obligations réglementaires de surveillance et d'entretien du système d'endiguement pour garantir son niveau de protection en toutes circonstances.

Le système d'endiguement de Pérols assurera un niveau de protection correspondant à l'occurrence d'une crue centennale sur les cours d'eau du bassin-versant de l'étang de l'Or combinée à un niveau de la mer égal à 1,5 m NGF.

Il est donc proposé au Conseil de Métropole de s'engager sur le niveau de protection défini ci-avant et de mettre les moyens de gestion permettant d'assurer son bon fonctionnement en toute circonstance.

La zone protégée par le système d'endiguement est la zone inondable pour l'aléa de référence retenue, qui est mise hors d'eau grâce aux ouvrages de protection. La zone protégée s'étend sur l'ensemble du quartier des Cabanes de Pérols.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole afin de maîtriser les risques et garantir le niveau de protection du système d'endiguement sont les suivantes :

- L'établissement d'un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les visites techniques approfondies, ses moyens d'informations et d'alerte de la survenance d'une crue et ses consignes d'exploitation en période de crue et submersion, ce document est établi conformément aux dispositions des articles R. 214-122 ;
- L'installation d'une station de mesure de la hauteur d'eau dans l'étang couplé à un dispositif d'alerte en temps de crue ;
- La diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Pérols afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

Il convient maintenant d'approuver l'ensemble des dossiers réglementaires, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'autorisation environnementale du système d'endiguement de Pérols ; les dossiers d'enquêtes préalables à la déclaration d'intérêt général et à la déclaration d'utilité publique ; le dossier de demande d'autorisation de travaux en site classé ; le dossier de demande de concession du domaine public maritime ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif système d'endiguement et aux travaux d'aménagement en site classé ainsi que la DIG et la DUP ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet Maritime de la Méditerranée, en vue de l'ouverture de l'enquête publique nécessaire à l'obtention de la concession du domaine public maritime, conjointement avec l'enquête publique d'autorisation du système d'endiguement ;
- De requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-224716-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.